

E 2200 Berlin 2/2

*Der Vorsteher des Politischen Departementes, G. Motta,
an den schweizerischen Gesandten in Berlin, H. Rüfenacht*

S handschriftlich

Berne, 7 novembre 1925

Je viens de recevoir votre honorée du 5 de ce mois¹ au sujet de nos relations avec la Russie.

J'avais, en effet, interprété votre silence dans le sens que le rendez-vous avec Tschitschérine n'avait pas eu lieu. Je crois que, étant donné les circonstances du moment, cela a mieux valu.

Mais si M. Tschitschérine, à son nouveau passage de Berlin, exprimait le désir de vous voir pour vous parler, vous êtes toujours autorisé à accepter une semblable invitation.

Si la Russie avait l'intention d'envoyer un observateur à Genève auprès de la Société des Nations, ce dessein *ne trouvera de notre part aucune objection quelconque*. Nous tenons bien à faire ressortir que les difficultés qui existent encore entre la Confédération et la Russie ne doivent exercer aucune influence sur les relations de celle-ci avec la Société des Nations.

Vous savez que je suis un partisan très convaincu de l'universalité de la S. d. N. et qu'à mon avis la Russie devra aussi entrer un jour dans l'organisation de Genève.

Si le Gouvernement soviétique se décidait à envoyer un observateur, le Conseil fédéral, d'accord avec le Gouvernement de Genève, ne négligera rien pour assurer la sécurité personnelle de l'envoyé.

Par contre, – dans la question de nos relations avec le Gouvernement soviétique – les instructions restent toujours dans le sens qu'une conversation éventuelle avec M. Tschitschérine doit se *borner* à faire tomber d'abord le *boycottage* que la Russie a injustement ordonné contre nous. Une conversation *plus étendue* ne pourrait avoir lieu *utilement* qu'après l'abandon de cette mesure. Le Conseil fédéral envisage, en effet, avec une certaine crainte (qui est légitime) l'éventualité que la reprise de relations diplomatiques nous oblige à avoir à Berne une *mission so-*

1. Nr. 111.

12. NOVEMBER 1925

183

viétique. Les Etats-Unis d'Amérique nous ont fait savoir qu'ils ne modifieront pas leur attitude actuelle vis-à-vis du Gouvernement soviétique².

2. Der amerikanische Gesandte in Bern, H. Gibson, vertraute dem Vorsteher des Politischen Departementes ein Schreiben an, das er vom amerikanischen Staatssekretär, F. B. Kellogg, erhalten hatte. Dieses Schreiben datiert vom 1.9.1925 und lautet in der Übersetzung des Politischen Departementes wie folgt: Vos rapports laissent entrevoir que des bruits continuent à courir en Europe selon lesquels ce Gouvernement est en train de changer son attitude à l'égard des Soviets de Russie, une reconnaissance américaine du Gouvernement des Soviets étant possible, si ce n'est probable, dans un avenir rapproché.

J'ignore quelle est la source de ces rumeurs qui sont sans fondement aucun. Il n'y a eu, dans la politique du Gouvernement des Soviets, aucun changement qui justifiât un changement dans notre politique et les expériences qu'ont faites les pays qui ont reconnu le Gouvernement des Soviets ne sont certainement pas de nature à engager d'autres Gouvernements à suivre la même voie. La politique de ce Gouvernement a été claire, consistante et, je crois, correcte. J'espère, en conséquence, que vous vous sentirez entièrement libre de démentir catégoriquement toutes les rumeurs qui pourraient vous être signalées et que vous direz que, d'après ce que vous savez, votre Gouvernement n'a aucune intention de reconnaître les Soviets (E 2001 (C) 12/1).